



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 8 – 6 NOVEMBRE 2015

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**20 CHEFS
D'ÉTAT ET DE
GOUVERNEMENT
D'AFRIQUE SUB-
SAHARIENNE A
L'OUVERTURE
DE LA COP21**

**CFAO RETAIL
DEVELOPPE 15
ENSEIGNES EN
AFRIQUE**

**DES RESERVES
PETROLIERES DE
120 MILLIARDS DE
BARILS EN
AFRIQUE**

**NOUVEAU CODE
DES MARCHES
PUBLICS AU MALI**

**LANCEMENT D'UN
CLUB VIE EN COTE
D'IVOIRE**

**LE KENYA GAGNE
21 PLACES AU
CLASSEMENT
DOING BUSINESS**

**PROJETS
D'AMENAGEMENTS
URBAINS A
DOUALA**

**LES ETUDES DU
NOUVEL AEROPORT
D'ADDIS CONFIES A
ADP**

**COOPERATION
RENFORCEE ENTRE
ACTEURS
ECONOMIQUES DE
MADAGASCAR ET
DE LA REUNION**



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

ACTUALITE REGIONALE

▼ Afrique de l'Est : signature d'un MoU entre l'Ouganda et la Tanzanie concernant la réalisation d'un oléoduc d'exportation du brut ougandais

Les gouvernements ougandais et tanzanien ont signé, le 12 octobre, un protocole d'accord (MoU) portant sur la construction d'un oléoduc d'exportation du pétrole brut du lac Albert vers la côte est-africaine. Cet accord, qui définit un cadre de travail en vue du développement du projet d'oléoduc reliant Hoima à Tanga, a été signé entre la compagnie publique tanzanienne *Tanzania Petroleum Development Corps*, les ministères de l'Energie ougandais et tanzanien et Total E&P Ouganda. Il prévoit d'évaluer la voie d'exportation la moins coûteuse du pétrole du gisement du lac Albert, dont les réserves de brut sont estimées à 6,5 milliards de barils.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique de l'Est : réception de matériel roulant pour le chemin de fer Ethiopie-Djibouti

Le 13 octobre dernier, *Ethiopian Railways Corporation* (ERC) - l'unique transporteur ferroviaire national - a réceptionné 315 locomotives destinées à la ligne ferroviaire de 756 km reliant le port de Djibouti à Addis-Abeba. 130 de ces locomotives ont été assemblées en Éthiopie, les 185 autres importées depuis la Chine. Les travaux, réalisés par *China Railway Engineering Corporation* et *China Civil Engineering Construction*, devraient s'achever à la fin du mois d'octobre pour une mise en service prévue début 2016. Ce projet de 4 Mds USD (3,5 Mds EUR) a été financé par *Exim Bank of China*, *China Development Bank* et *Industrial & Commercial Bank*.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Océan Indien : élections présidentielles anticipées aux Seychelles

Suite à la décision du président de la République des Seychelles de convoquer des élections générales anticipées, la Commission électorale a indiqué que le scrutin, prévu initialement au 1er semestre 2016, aura lieu en décembre 2015 (du 3 au 5 décembre pour le premier tour). L'opposition étant relativement divisée face au parti au pouvoir, le président James Alix Michel, 71 ans, semble être quasiment assuré d'être réélu. Dans cette hypothèse, ce serait son 3ème et dernier mandat (5 ans).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Océan Indien : annulation du projet de vote de la diaspora comorienne lors des élections présidentielles de 2016

Le 26 octobre 2015, le ministre de l'Intérieur comorien Houmed Msaidié a annoncé l'arrêt du processus d'ouverture du vote de la diaspora lors des élections présidentielles de 2016. Il semble que les conditions n'étaient pas réunies pour organiser le vote de la diaspora comorienne de façon satisfaisante pour 2016. L'exécutif avait en effet déjà retiré le projet de code électoral soumis au Parlement pour révision. Un comité interinstitutionnel avait pourtant été mis en place depuis plusieurs mois afin d'organiser ce vote. Compte tenu du poids de la diaspora, l'influence de la diaspora sur le résultat des élections aurait été capitale.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le président Buhari à la rencontre des entreprises indiennes

En visite officielle à New Delhi à l'occasion du 3^{ème} Sommet du *Forum Inde-Afrique*, le président Buhari s'est exprimé sur les relations commerciales entre le Nigéria et l'Inde : le montant du commerce bilatéral s'élèverait à 13,4 Mds USD en 2014 et devrait enregistrer une forte hausse notamment grâce aux secteurs de l'agriculture, de l'énergie renouvelable, des infrastructures et des télécommunications. Le président Buhari a également envoyé un message de fermeté à l'encontre des entreprises indiennes précisant que le Nigéria ne tolérerait pas l'importation de produits médicaux et agroalimentaires ne répondant pas aux standards et aux normes de qualité mises en place par la NAFDAC et *Standards Organisation of Nigeria* (SON)..

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : visite du président Mahama en Inde : l'amélioration des réseaux de transport au centre des discussions

A l'occasion de sa participationLe président ghanéen Mahama a participé au 3ème Sommet du Forum Inde-Afrique, le Président ghanéen Mahama a rencontré le président de l'EXIM Bank indienne et a appelé à une collaboration avec l'Inde pour la réorganisation du transport ferroviaire au Ghana. Il a également eu des échanges avec le groupe Tata portant sur les moyens d'améliorer le transport routier au Ghana.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ Emission obligataire : la BAfD lève un milliard USD

La Banque africaine de développement (BAfD) a lancé une émission obligataire globale de référence d'1 Md USD à deux ans. Cette émission est la deuxième réalisée par la BAfD en 2015, après l'émission à cinq ans lancée en février dernier. La demande a été très diversifiée avec 41% de participation pour l'Amérique, 32% pour l'Europe, 19% pour l'Asie, et 8% pour l'Afrique. Le placement de cette émission a été dirigé conjointement par Bank of America Merrill Lynch, Goldman Sachs, J.P. Morgan et Société Générale.

✉ benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr

▼ Flux financiers non contrôlés : l'Afrique perd 50 Mds USD par an

Selon le rapport du groupe de haut niveau des Nations-Unies sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique, le continent africain perd chaque année entre 50 et 60 Mds USDUSD en raison de flux financiers illicites. Ce montant dépasse ce que le continent reçoit en aide au développement (46,1 Mds USD en 2012). La directrice du département Mobilisation des ressources publiques et gouvernance de la Banque mondiale, lors d'une récente réunion de spécialistes à Dakar, a souligné l'importance de la fiabilité et la transparence des informations financières pour une meilleure gestion des ressources publiques et une réduction des flux illicites.

✉ benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr

▼ Classement *Doing Business* 2016 : les pays d'Afrique de l'Ouest francophone progressent

Les pays d'Afrique de l'Ouest ont globalement enregistré une amélioration dans l'environnement des affaires tel que mesuré par la Banque mondiale. La région compte trois des dix pays les plus réformateurs : le Sénégal (153^{ème}), le Bénin (158^{ème}) et la Mauritanie (168^{ème}). Le rapport mentionne également les nombreuses réformes mises en place en Côte d'Ivoire (142^{ème}), au Togo (150^{ème}) et au Niger (160^{ème}). En dépit de ses troubles politiques, le Burkina Faso gagne six places (143^{ème}). Le Cap Vert demeure le pays le mieux classé à la

126^{ème} place. Dans l'ensemble des pays, l'accès aux crédits, à l'électricité et une meilleure résolution des conflits demeurent des freins majeurs.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ La BAfD débloque une enveloppe de 424 M USD pour le corridor Yaoundé-Brazzaville

Dans le cadre du projet de facilitation du transport sur le corridor Yaoundé-Brazzaville, la Banque africaine de développement (BAfD) a annoncé le déblocage d'une enveloppe de 424 M USD qui servira à financer la 2^{ème} phase du projet d'aménagement de la route Ketta-Djoum (504,5 km), afin de faciliter le transport entre les capitales camerounaise et congolaise et ainsi stimuler les relations économiques et sociales entre les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Cette seconde phase regroupe les travaux routiers, les infrastructures auxiliaires, les études sur le secteur du transport, la gestion du projet et un appui institutionnel.

✉ a.brahmi@afdb.org

▼ Une étude de la BAfD révèle que l'Afrique dispose de réserves pétrolières à hauteur 120 milliards de barils

Selon l'Institut africain de développement économique et de planification (Idep-Cea), une étude de la Banque africaine de développement relève que l'Afrique dispose actuellement de réserves pétrolières équivalent à 120 milliards de barils et de 600 millions d'hectares de terres arables. D'autre part, les estimations actualisées indiquent que, au cours des dix prochaines années, certains pays africains pourront disposer de 9% à 31% de recettes publiques supplémentaires provenant du secteur extractif.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Un an après son lancement, le club des marques de CFAO Retail accueille et développe 15 enseignes en Afrique

Cinq nouvelles enseignes internationales rejoignent le club de marques CFAO. Il rassemble une nouvelle génération d'entreprises internationales désireuses d'accompagner l'émergence d'une nouvelle classe de consommateurs en Afrique. Depuis sa création, en novembre 2014, le club a attiré 15 marques internationales et achève ainsi la première étape de son développement. Le club de marques va permettre à CFAO de proposer une véritable offre internationale dans ses centres commerciaux. Le premier d'entre eux ouvrira ses portes à Abidjan dans les prochaines semaines. Le club sera par la suite décliné dans plusieurs dizaines de centres commerciaux opérés par CFAO d'ici dix ans dans huit pays d'Afrique.

✉ nt@35nord.com

▼ Mali : une présence renforcée d'Expertise France

Le 22 octobre, une conférence internationale « Bâtir un Mali émergent » pour la relance économique et le développement du pays a été organisée par l'OCDE et le gouvernement du Mali. Expertise France développe au Mali des projets axés sur le développement humain, notamment un appui à la professionnalisation des formations de l'enseignement supérieur, ainsi qu'aux stratégies mutualistes de santé. Un projet de soutien aux services de la protection civile a également été mis en place. Le gouvernement bénéficie de l'assistance technique d'Expertise France en matière de gouvernance publique et financière - une formation sur le contrôle fiscal des entreprises multinationales a été organisée en juin 2015 à Bamako.

✉ communication@expertisefrance.fr

▼ Sénégal : séminaire annuel sur la prise en charge VIH pédiatrique soutenu par Expertise France

Du 6 au 8 octobre le séminaire régional de formation pédiatrique à la prise en charge du VIH du réseau EVA, a réuni une soixantaine de personnes venues de 12 pays d'Afrique francophone et des représentants de l'ONUSIDA et de l'UNICEF. Le programme du séminaire, axé sur l'annonce à l'enfant de sa séropositivité et sur la prise en charge de l'adolescent, avait été conçu par Expertise France avec un comité scientifique et pédagogique dans l'objectif de renforcer les compétences des équipes de soins de 16 CHU d'Afrique francophone et de leur permettre d'animer ensuite des ateliers nationaux sur ces thématiques. EVA est un réseau de référents formateurs financé par l'Initiative 5% sur 3 ans.

✉ communication@expertisefrance.fr

▼ Éthiopie : hausse de 38% de la production sucrière entre 2010-2015, à 365 000 tonnes

Selon l'agence publique éthiopienne *Sugar Corporation*, la production sucrière de l'Éthiopie a atteint 365 000 tonnes en 2015, soit une hausse de 38% sur la période 2010-2015. Cette hausse est liée à divers projets d'extension et de construction d'usines sucrières. 96 000 hectares de cannes à sucre sont cultivés en 2015, contre 30 400 hectares en 2010. Le nouveau plan quinquennal GTP II (2015-20) ambitionne de faire croître la production annuelle de sucre à 4,2 M de tonnes, d'étendre les surfaces cultivées à 325 000 hectares de cannes à sucre et prévoit de générer 1,3 Md USD (1,1 Md EUR) de revenus d'exportations. L'Éthiopie a pour objectif de devenir un des plus gros pays producteurs de sucre d'ici 2023.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ Maurice : baisse prévue du taux d'inflation, à 1,7% pour 2015

Selon les dernières estimations du Bureau central des statistiques (BCS) mauricien, le taux d'inflation s'élèverait à 1,7% en 2015 par rapport à 3,2% en 2014 et 3,5% en 2013. Selon le BCS ce taux d'inflation est le plus bas enregistré depuis 1997 alors qu'il était à son taux le plus élevé en 2008 (9,7%). Ces données confirment le faible dynamisme de l'économie mauricienne en 2015.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : baisse de 10% du principal indice boursier mauricien

La Bourse de Maurice poursuit sa chute, son principal indice (SEMDEX) accusant une baisse de près de 10% depuis le début de l'année. Les analystes voient derrière cette situation des facteurs tant externes qu'internes : le désintérêt des investisseurs étrangers pour les marchés émergents, la chute des bourses occidentales suite à la baisse de la croissance chinoise, l'éclatement du scandale de la *British American Investment* (BAI) en avril 2015, l'appréciation du dollar US par rapport à la roupie mauricienne. Le reflux de capitaux est estimé à 112 M EUR depuis janvier 2015.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : l'investissement privé en net recul en 2015

Statistics Mauritius, qui a rabaisé par deux fois sa prévision de croissance pour 2015 (dernière estimation à 3,5%), annonce une baisse de l'investissement privé de -3,9% pour l'année en cours contre une hausse prévue de +1,7% en début d'année. Si elle se confirme, ce sera la 4^{ème} baisse consécutive après -1,9% en 2012, -2,8% en 2013 et -8,4% en 2014.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : nouvelle hausse du taux directeur de la Banque centrale à 17%.

Le 20 octobre, la Banque centrale ougandaise (BoU) a augmenté son taux directeur de 1 point pour atteindre 17 %. C'est la 4^{ème} fois cette année que la BoU relève son taux, alors qu'il était resté stable à 11 % entre juin 2014 et avril 2015. L'objectif de la BoU est de contenir l'inflation 2016 en dessous de 5 %, alors qu'elle est passée de 4,8 % en août 2015 à 7,2 % en septembre, en raison notamment de la hausse des prix des denrées alimentaires et de la dépréciation du shilling ougandais.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Liberia : vers une extension de la Facilité élargie de crédit jusqu'à la fin de 2016 ?

Fin décembre, le Conseil d'administration du FMI examinera la demande des autorités libériennes d'étendre le programme Facilité élargie de crédit jusqu'à la fin de 2016. Après approbation, 7,4 M de DTS (environ 11 M USD) pourraient être décaissés. Conséquence de l'impact de l'épidémie d'Ebola et de la baisse des prix des matières premières notamment du minerai de fer, la croissance en 2014 était de 0,7%, et devrait rester faible à 0,3% cette année. Une reprise est envisagée à partir de 2016, portée par le secteur de l'or et le renforcement de la reprise post-Ebola. Du fait d'importantes dépenses liées à la lutte contre Ebola, le déficit public devrait atteindre 8,1% du PIB en 2015 contre 1,9% en 2014.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : la SODECI réalise 60 M EUR de chiffre d'affaires au premier semestre

La Société de distribution d'eau de Côte d'Ivoire (SODECI), filiale du groupe français Eranove spécialisé dans les services en Afrique, a annoncé un chiffre d'affaires de 60 M EUR au premier semestre 2015, soit une progression de 9% sur un an. Son résultat d'exploitation enregistre une hausse de 70%. Le résultat net semestriel ressort à 1,5 M EUR, en hausse de 33%. La SODECI doit cette performance à la forte augmentation du nombre de ses clients depuis le début de l'année.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Benin : emprunt obligataire de 33 Mds FCFA

Le Bénin a récemment mobilisé 33 Mds FCFA à l'issue de sa septième émission d'obligations assimilables du Trésor sur le marché financier de l'UMOA. Sur l'année 2015, 259 Mds FCFA ont été mobilisés par le pays. L'emprunt est assorti d'un taux de 6,5%, contre 5,5% obtenu sur l'émission du 30 septembre 2015. Le Bénin devrait procéder à de nouvelles émissions d'OAT sur les deux prochains mois, et solliciter un total de 50 Mds FCFA.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Zimbabwe : des opérateurs français dynamiques et rentables

Le Zimbabwe réserve un bon accueil aux entreprises françaises, dont une trentaine sont membres du French Business Club. L'année 2015 a vu la création de Lesaffre Zimbabwe détenu à 60% par Lesaffre et un investissement de 60 M USD de Limagrain dans SeedCo, positionnant ces deux entreprises comme leaders agro-alimentaires au cœur des marchés régionaux. Bureau Veritas a remporté un contrat de certification des importations tandis que Schneider Electric ouvre à Harare un bureau couvrant également la Zambie. L'ambassade est un acteur clé dans la réussite de ces partenariats à travers la visite du MEDEF et le lancement de nombreuses marques françaises telles que Verlinde (levage), Motul (lubrifiants), Manitou (manutention) et Bodet (logiciels).

✉ anne-sophie.ouedraogo@diplomatie.gouv.fr

▼ Zimbabwe : du réengagement à la normalisation financière

Les Assemblées annuelles de Lima (09/10) ont permis d'entériner une stratégie d'apurement des arriérés du Zimbabwe auprès des IFI, notamment BAfD, BM et FMI, qui devrait aboutir courant 2016. Ce processus permettrait au Zimbabwe d'accéder à de nouvelles sources de financements tout en engageant des réformes structurelles. Par ailleurs, le Zimbabwe sera bientôt membre de l'*African Trade Insurance Agency* avec pour objectif de réduire le risque pays et de renforcer le commerce et l'investissement en protégeant les opérateurs des risques politiques et de crédit. De même, la BEI ouvre de nouvelles lignes de crédit destinées aux acteurs bancaires privés.

✉ anne-sophie.ouedraogo@diplomatie.gouv.fr

▼ Zimbabwe : vers une amélioration du climat des affaires

Dans un contexte de renforcement du dollar US, de dépréciation du rand sud-africain et de chute des prix des matières premières, le Zimbabwe doit faire face à un déficit commercial élevé et un coût de la production supérieur à la moyenne régionale. Plusieurs initiatives (*Doing Business Agenda*, *100 Days Reforms*, *Zimbabwe National Competitiveness Report* et son comité de suivi) sont conduites par les institutions du pays afin d'améliorer la productivité et d'attirer les investissements étrangers. La flexibilisation du marché du travail, la réduction du coût du crédit, l'assainissement du secteur financier et la mise en place d'un « joint venture bill » sont en cours.

✉ anne-sophie.ouedraogo@diplomatie.gouv.fr

▼ Kenya : gain de 21 places au classement *Doing Business*

Le Kenya progresse de 21 places, soit la 3ème progression mondiale du dernier classement *Ease of Doing Business* publié par la Banque mondiale. Le Kenya atteint le 108ème rang sur un total de 189. Quatre réformes expliquent cette progression: l'accès au crédit bancaire, le temps pour obtenir une connexion électrique (110 jours contre 158 précédemment), le temps d'enregistrement d'une société (26 jours contre 30 précédemment) et la numérisation des titres de propriété. Dans la zone, seul le Rwanda fait mieux (62ème), suivi de l'Ouganda (122), la Tanzanie (139) et l'Éthiopie (146).

✉ jean-cesar.lammert@businessfrance.fr

▼ **Madagascar : coopération renforcée avec les acteurs économiques de La Réunion**

Le Club Export Réunion, en collaboration avec le Groupement des Entreprises de Madagascar, a organisé la seconde édition des « Rencontres Réunion-Madagascar 2015 » sous le thème du « Développement durable et solutions innovantes », à St Denis de La Réunion les 15 et 16 octobre derniers. Une délégation de 10 entreprises et 3 officiels de Madagascar a été invitée pour cette occasion afin d'assister aux 9 visites de sites industriels et technologiques, des conférences et rencontres d'affaires. Les 150 participants composés d'entreprises, d'institutionnels et de plateaux techniques réunionnais se sont mobilisés pour créer des partenariats et des opportunités de coopération bilatérale concrets et durables.

✉ corrine.sabotsy@clubexport-reunion.com

▼ **Maurice: retrait de la liste noire de l'UE en matière de transparence fiscale**

Maurice a été retiré de la liste noire de l'Union européenne, constituée de pays considérés comme non coopératifs en matière de transparence et d'échanges d'information en matière fiscale. L'inclusion de Maurice dans cette liste, publiée en juin 2015, avait été jugée inappropriée par l'OCDE, car elle ne tenait pas compte des progrès accomplis pour rehausser les normes et pratiques en matière d'échanges de renseignements. Elle intervenait en effet au moment même où le ministre mauricien des Finances venait de signer une convention sur l'échange de renseignements (*Multilateral Convention on Exchange of Information*) avec l'OCDE.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : prochaine ouverture d'une représentation de la Chambre de commerce de Dubaï**

Dans le cadre de sa stratégie d'expansion de ses activités en Afrique, la Chambre de commerce de Dubaï prévoit d'ouvrir un bureau en Ouganda. Les échanges non pétroliers entre les deux pays se sont établis à 616 M USD en 2014 (en augmentation de 5,3 % par rapport à 2013) et trente entreprises ougandaises sont installées à Dubaï. En Ouganda, les priorités dubaïotes sont le développement d'aliments Halaal, des investissements croisés et des infrastructures, notamment l'interconnexion ferroviaire régionale, le transport lacustre sur le lac Victoria et fluvial jusqu'au Soudan.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : nouveau code des marchés publics**

Le Décret n°2015-0604/P-RM du 25 septembre 2015 portant nouveau code des marchés publics et des délégations de service public a été publié au Mali. Bien que les nouvelles règles de passation ne sont pas applicables aux procédures en cours, le décret prévoit que toutes les autres dispositions sont d'application immédiate (telles que les articles relatifs à l'exécution des marchés ou au règlement des différends). Il est donc nécessaire pour les entreprises participant actuellement à des procédures d'appel d'offres au Mali de prendre connaissance des dispositions de ce texte.

✉ barthelemy.littot@gide.com

▼ **Afrique australe : situation mitigée de l'environnement des affaires**

A l'aune du rapport 2016 de la Banque mondiale sur la facilité des affaires (*Doing business*), sur les 10 pays suivis par le SER de Pretoria, 6 font l'objet d'une rétrogradation et 2, l'Angola et le

Malawi, progressent tout en restant à des seuils bas, respectivement aux 181^{ème} et 141^{ème} rangs sur 189 pays. Bien qu'étant stable, le Botswana (72^{ème}) dépasse cette année l'Afrique du Sud en tant qu'économie la mieux classée d'Afrique australe. L'Afrique du Sud enregistre un repli de 4 rangs (classée désormais 73^{ème}). Au sein du continent, l'Afrique du Sud apparaît au 4^{ème} rang des pays africains, derrière l'île Maurice (32^{ème} rang mondial), le Rwanda (62^{ème}) et le Botswana.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : financement du Fonds routier

Le gouvernement angolais a mis en place un nouvel impôt sur la consommation de carburant à hauteur de 5%, et ce, dans le but de financer le Fonds routier (*Fundo Rodoviario*) qui vise à revoir et viabiliser le Programme national de conservation et de maintenance des routes du pays, après 27 années de guerre civile. Ce nouvel impôt permettra de financer 25% du budget du fonds, qui sera complété par la moitié des recettes provenant des taxes de circulation et par le quart de celles des impôts à la consommation sur les produits lubrifiants.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : recul de 4 places au classement *Doing Business* 2016

Le Cameroun a de nouveau reculé au classement *Doing Business* de la Banque mondiale : il passe de la 168^{ème} position en 2015 à la 172^{ème} pour 2016. Les financements sont difficilement accessibles pour les PME, malgré la création récente de la Banque des PME. Autres sujets de préoccupation, le raccordement à l'électricité et les créations d'entreprises. Pour ce qui est du transfert de propriété, les opérateurs économiques se heurtent à de multiples difficultés. L'octroi de permis de construire et la protection des investisseurs minoritaires sont également des points faibles relevés pour le Cameroun.

✉ daniel.lanes@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Congo : progression de deux places au classement *Doing Business* 2016

Le Congo se situe au 176^{ème} rang des 189 pays recensés dans le classement *Doing Business* 2016 de la Banque mondiale (BM), publié le 27 octobre, remontant ainsi de 2 rangs par rapport à 2015 où il occupait le 178^{ème} rang. Au niveau de la sous-région, le rapport souligne que, malgré les importantes réformes réalisées pour l'amélioration du climat des affaires, d'énormes défis sont encore à relever. Le Gabon réalise la meilleure performance de la sous-région (162^{ème} place), suivi de Sao Tomé et Príncipe (166^{ème}), du Cameroun (172^{ème}), de la République du Congo (176^{ème}), de la Guinée équatoriale (180^{ème}), du Tchad (183^{ème}), de la République démocratique du Congo (184^{ème}) et de la République centrafricaine (185^{ème}).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : progression de trois places dans le classement *Doing Business* 2016

La République Démocratique du Congo (RDC) se classe à la 184^{ème} place sur 189 pays, en progression de trois places par rapport à 2015 (187^{ème}). Le rapport note une bonne progression de la RDC dans deux domaines : la création d'entreprise qui est devenue rapide et l'octroi de permis de construire. En revanche, le pays a encore d'importants efforts à fournir en matière de raccordement à l'électricité, d'obtention des prêts, de protection des investisseurs minoritaires et de paiement des impôts et taxes, des indicateurs qui ont tous baissé dans la période considérée.

✉ christian.onkonylokongo@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : perte de une place au classement Doing Business 2016

Le Tchad est classé 183ème sur 189 dans le classement Doing Business 2016, en baisse de un rang par rapport au *Doing Business* 2015. Les points forts du Tchad sont l'octroi de permis de construire, l'obtention de prêts, les transferts de propriété et la protection des investisseurs minoritaires. Ses points faibles sont la création d'entreprise, le paiement des taxes et impôts ainsi que le raccordement à l'électricité.

✉ sys@afd.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Madagascar : octroi d'un prêt de 10,95 M USD visant la promotion des investissements par la Banque africaine de développement

La Banque africaine de développement (BAD) a signé avec le ministère des Finance et du budget, un accord de prêt d'un montant de 10,95 M USD destiné au projet d'Appui à la promotion des investissements. Ce projet vise à augmenter l'investissement privé de 15,2% du PIB en 2015 à 18% du PIB en 2018 et à améliorer le cadre de préparation et d'exécution des partenariats public privé. Il sera mis en œuvre par le guichet unique aux investisseurs (EDBM). Ce projet est complémentaire des interventions des autres bailleurs de fonds, notamment de la Banque mondiale, de l'AFD et de l'UE.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : programme de cinq projets routiers d'un coût total compris entre 300 et 380 M EUR

Le ministre mauricien des Transports et des infrastructures publiques a annoncé le lancement d'un programme de construction d'infrastructures routières dont la mise en chantier devrait débuter mi-2016. Les cinq projets présentés (routes circulaires de dégagement, échangeurs, autoponts, viaduc, tunnel) représentent un coût total compris entre 300 et 380 M EUR. Les appels d'offres devraient être publiés dès le premier trimestre 2016.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : appel à manifestation d'intérêt pour un projet de câble sous-marin reliant Maurice et Rodrigues

Un appel à manifestation d'intérêt vient d'être lancé par le ministère de la Technologie, des communications et de l'innovation en vue de l'installation d'un nouveau câble sous-marin destiné à améliorer la connectivité de Maurice et de Rodrigues (600 km à l'est de Maurice). Le câble en fibre optique, d'une longueur d'environ 2 000 km, serait relié à un autre câble sous-marin positionné sur la côte est de Madagascar. Pour ce projet, dont le coût serait compris entre 70 et 100 M USD (63 et 90 M EUR), le gouvernement mauricien est ouvert à un partenariat avec des investisseurs privés.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : prêt de 10 M USD de la BAfD pour le secteur privé

La Banque africaine de développement (BAD) vient d'accorder aux Seychelles un prêt de 10 M USD (9 M EUR) pour appuyer le secteur privé et la compétitivité. Il s'agit de la 2ème phase d'un programme lancé en 2013 qui concerne principalement la levée des obstacles au développement des PME et TPE, mais aussi le renforcement du cadre réglementaire et de la transparence du secteur financier non bancaire.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : négociations en cours avec l'Exim Bank of China pour un emprunt relatif à la construction de la voie ferrée Malaba-Kampala

Le ministère des Finances ougandais négocie avec l'Exim Bank chinoise l'octroi d'un prêt de 2,3 Mds USD pour construire la liaison ferroviaire entre Malaba, à la frontière avec le Kenya, et

Kampala, dans le cadre de la ligne de chemin de fer Mombasa-Kampala-Soudan du Sud. La construction de la ligne Malaba-Kampala fait partie d'un programme de construction de plusieurs voies ferrées pour un montant de 3,3 Mds USD. Le Parlement ougandais, qui approuve les emprunts souverains, est réservé sur le coût élevé du projet. Le coût total des projets de voies ferrées est en effet passé de 8,5 Mds USD à 12 Mds USD, en raison de son extension prévue vers la RDC.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : aéroport d'Addis-Abeba**

Le gestionnaire aéroportuaire éthiopien EAE a récemment confié à ADPI, société française d'ingénierie aéroportuaire et filiale d'ADP, les études pour le développement d'un nouvel aéroport international à la périphérie d'Addis-Abeba, dont l'ambition est de recevoir à terme 120 millions de passagers par an et devenir le *hub* de l'Afrique. Le coût total de cet aéroport est estimé à 4 Mds USD. Sa construction doit débuter d'ici 2 ans pour une durée d'une dizaine d'années. Afin de répondre à la forte croissance du trafic aérien, l'actuel aéroport international d'Addis-Abeba fait en parallèle l'objet d'importants travaux d'extension financés par la *China Exim Bank*, réalisés par le constructeur chinois CCCC et supervisés par ADPI.

✉ foucaud.jaulin@gide.com

▼ **Ghana : projet de création d'une banque de développement industriel à destination des PME**

L'*Association of Ghana Industries* (AGI) a annoncé la création d'une banque de développement industriel répondant aux besoins de financement des PME qui constituent 70% de ses membres. Selon une récente enquête de l'association, le financement de leur activité arrive en effet en tête des problèmes auxquels sont confrontées les PME ghanéennes. La plupart des établissements bancaires associent PME à risque élevé et, en conséquence, prêtent à des taux prohibitifs et exigent des garanties considérées comme exagérées. L'AGI a donc entamé des démarches auprès de la Banque centrale pour l'obtention d'une licence.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : offre de financement chinois pour la deuxième tranche du corridor gazier.**

Le chinois SINOPEC a présenté au gouvernement ghanéen une offre de financement pour la deuxième phase du corridor gazier *Ghana Western Corridor Gas Infrastructure* qui devrait permettre le transport de GPL de l'usine de traitement d'Atuabo à Domunli d'où il serait acheminé par bateau vers le port de Tema. Dans le cadre du prêt chinois de 3 Mds USD, SINOPEC avait déjà obtenu en 2012 le marché d'une portion du gazoduc destiné à l'alimentation de plusieurs centrales électriques utilisant des turbines à gaz mais le chantier avait pris du retard en raison des lenteurs dans les décaissements de la *China Development Bank*, au grand dam des autorités ghanéennes.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : 190 M EUR pour le secteur routier dans le cadre du 2^eC2D**

La convention d'affectation de l'enveloppe secteur routier (190 M EUR) du deuxième C2D (1,12 Md EUR) a été signée le 2 novembre. Cette convention devrait permettre la réalisation rapide des projets. La route Bouaké-Ferkessédougou qui relie le nord au Burkina sera financée pour assurer une meilleure connexion avec les pays de l'hinterland. La rénovation du pont Houphouët Boigny, voie stratégique d'Abidjan, permettra de sécuriser cet ouvrage majeur pour

l'accès au port. Enfin, le financement du pont de Béttié et de signalisation à Abidjan contribueront à la fluidification de la circulation des personnes et des marchandises.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : prêt de 118 M EUR de la BID pour un projet routier

La Banque islamique de développement (BID) a signé un accord de prêt de 118 M EUR avec l'Etat ivoirien, afin de prolonger l'autoroute du nord entre la capitale Yamoussoukro et la ville de Tiébissou (37 km). Pour mémoire, la BID avait déjà participé au financement de la première phase de l'autoroute du nord entre Abidjan et Yamoussoukro. En 2013, elle a approuvé près de 2 Mds USD pour le financement de projets en Afrique, sur une enveloppe de 3,5 Mds USD dédiée à ses opérations sur le continent.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : 3,2 Mds EUR d'engagements et des actions spécifiques pour le Nord annoncés lors de la conférence des donateurs à l'OCDE

Au cours de la visite d'Etat du président malien à Paris s'est tenue une conférence internationale de l'OCDE sur les donateurs du Mali. Le gouvernement malien a réaffirmé son engagement dans l'amélioration de la gestion des affaires publiques. Il a présenté la stratégie de développement des régions du Nord, annonçant une contribution sur ressources propres de 450 M EUR sur 2016-2018. Un processus de décentralisation est parallèlement engagé. Le coût global des actions prioritaires au Nord a été estimé à 3,5 Mds EUR par la Banque mondiale et la BAfD. L'engagement financier des partenaires représentera 3,2 Mds EUR pour 2015-2017 dont 605 M EUR pour les régions du Nord.

✉ nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : projets d'aménagements urbains à Douala

Le ministre de l'Urbanisme et de l'habitat a annoncé le lancement de nouveaux projets d'envergure, dont la construction de la cité des cinquantenaires, quartier résidentiel de 500 logements de haut standing dans le centre-ville de Douala. Elle devrait démarrer en janvier 2016 pour un coût d'environ 32 Mds XAF (49 M EUR). Le ministre a également dévoilé les détails du projet d'aménagement d'une nouvelle banlieue à l'est de Douala, qui devrait accueillir un nouveau stade ainsi que des infrastructures sportives connexes prévues pour la préparation de la Coupe d'Afrique des Nations 2019. Les appels d'offres devraient être lancés avant janvier 2016, suivant les termes de référence rédigés par EGIS, en charge de la maîtrise d'œuvre. Ces projets devraient être réalisés en PPP.

✉ pierre.valat@businessfrance.fr

▼ Congo : 4 projets liés à la COP21 financés par la France

Dans le cadre de la bourse lancée par France Volontaire, 4 associations congolaises ont signé un accord de financement avec la France pour des projets liés à la COP21 :

- Ecole spéciale de Brazzaville : système d'accumulation d'énergie à Brazzaville / 3,1 M FCFA (4.725 EUR)
- Association scout et guide du Congo : éveil de conscience environnementale, à Djoumouna (Pool) / 2 M FCFA (3.049 EUR)
- Association pour le Développement des actions sociales/Fondation Saris : projet arboricole de lutte contre le réchauffement climatique à Kayes (Bouenza) / 2 M FCFA (3.049 EUR)

- Observatoire congolais du droit de l'environnement : transfert des techniques culturelles en savane aux petits abatteurs des espaces forestiers, (Bouenza) / 1,8 M FCFA (2.744 EUR)

 dominique.anouilh@diplomatie.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ **Soudan : conséquences des précipitations insuffisantes sur l'agriculture soudanaise**

Les précipitations soudanaises de juin et juillet, inférieures à la moyenne saisonnière (entre 25 à 80 %), ont fortement impacté les cultures de sorgho dans le centre et l'est du pays. Les prix céréaliers ont donc augmenté fortement dans ces zones. Parallèlement la sécurité alimentaire s'est détériorée dans les zones de lutte armée, particulièrement au Darfour et au Kordofan méridional, dans le sud. Enfin, les pâturages du centre du pays sont moins fournis que d'habitude, entraînant des migrations prématurées des troupeaux vers le sud, à un stade précoce des cultures et accroissent le risque de conflit entre pasteurs et agriculteurs. L'agriculture représentait 29 % du PIB du pays en 2014.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : expansion internationale de la société de produits agricoles MeTL**

La société MeTL a annoncé le lancement d'un plan d'expansion de 250 M USD (221 M EUR) pour 2016, afin d'asseoir sa stature internationale. MeTL figure parmi les plus grandes sociétés d'approvisionnement agricole en Afrique. Elle est également présente dans l'énergie, les services financiers, la téléphonie mobile, les infrastructures, l'immobilier, le transport, la logistique ou encore la distribution. MeTL est un des employeurs les plus importants du pays avec 24 000 salariés. MeTL a réalisé un chiffre d'affaires de 1 Md USD en 2015, soit 3,5% du PIB du pays de la Tanzanie à hauteur de 3,5%.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : nouveau schéma de financement pour le projet agricole Biocom**

Dans le but de renforcer sa capacité de production dans le cadre du projet agricole Biocom, la province de Malanje prévoit de signer ce mois-ci un contrat de financement à hauteur de 300 M USD avec un consortium de banques angolaises, dont 70% (210 M USD) avec garantie souveraine de l'Etat angolais. Spécialisé dans la production de sucre, d'éthanol et d'électricité à partir de biomasse, ce projet devrait être à 15% de sa capacité fin 2015, 30% fin 2016 et 70% en 2018 pour être totalement opérationnel en 2019. Biocom est détenu à 40% par l'entreprise brésilienne Odebrecht, 40% par le groupe angolais Cochan et à 20% par l'entreprise nationale pétrolière Sonangol.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : l'Union européenne soutient la création de 4 centres de services agricoles**

Le principal syndicat agricole de Zambie, ZNFU, vient de lancer son projet de développement de centres de services agricoles (*Agricultural Service Centre Project - ASCP*) dont l'objectif est, en lien avec le secteur privé, de faciliter l'accès aux intrants et à la commercialisation des produits agricoles pour les petits agriculteurs. Dans le cadre de ce projet financé par le Fonds européen de développement à hauteur de 13 M EUR, quatre centres seront construits et deux

autres réhabilités. La construction d'un 7^{ème} centre est prévue avec le soutien des coopérations finlandaise et suédoise.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique australe : visite du président du CIRAD

Le Président du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) a effectué une tournée en Afrique australe (Afrique du Sud, Botswana et Zimbabwe) du 10 au 17 octobre. Cette visite a été l'occasion de renforcer les liens entre le CIRAD et ses organisations partenaires locales. Dans ce cadre, le CIRAD a signé des accords avec le Centre de coordination de la recherche et du développement agricoles de l'Afrique australe (CCARDESA), l'Université de Stellenbosch et le centre sur l'innovation en matière de gouvernance GovInn basé à l'Université de Pretoria. Enfin, l'accord cadre de la plateforme de recherche « produire et conserver en partenariat » (RP-PCP) avec le Zimbabwe a été renouvelé.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : 450 M EUR consacrés au développement de l'agriculture et opportunités d'affaires pour les entreprises françaises

Le gouvernement zambien, représenté par son ministre des Finances, Alexander Chikwanda, a décidé de consacrer 450 M EUR au développement de l'agriculture du pays. Cet investissement fait suite à la levée par le gouvernement zambien de 1,08 Md EUR sur le marché financier européen. L'annonce a été faite durant la récente réunion organisée par la Banque africaine de développement sur le financement de l'agriculture en Afrique. Une telle décision est susceptible de représenter des débouchés pour les bureaux d'études et les équipementiers français.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Afrique du Sud : Clover rachète le producteur de boissons Frankie's

En octobre dernier, Clover, géant sud-africain de l'industrie laitière, a acquis plus de 50 % du groupe Frankie's, producteur et distributeur de boissons gazeuses non alcoolisées en Afrique du Sud. Cette acquisition permettra à Clover de produire, distribuer et vendre les boissons, le chocolat en poudre ainsi que d'autres produits de la marque Frankie's. Cette acquisition entre dans la stratégie de Clover qui souhaite étendre et diversifier son portefeuille « produits » afin d'atteindre une clientèle plus large. Les dirigeants de Frankie's, justifient cette vente par le souhait de donner les moyens financiers et logistiques afin de pérenniser le développement de Frankie's.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Afrique du Sud : augmentation de la consommation de viande rouge

Selon le ministère de l'Agriculture, des forêts et de la pêche, la viande rouge devrait devenir une importante source de protéines pour les Sud-africains. Le pays importe environ 10% de ses besoins en viande rouge. La consommation de viande rouge, qui a augmenté de 20% depuis les années 90, devrait augmenter de 28% d'ici 2024 (la consommation annuelle moyenne par habitant est actuellement de 24 kg). Pour faire face à cette hausse de la consommation, les Sud-africains devront faire appel, entre autres, à des importations.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Cap Vert : un recensement pour mesurer la contribution de l'agriculture

Le 5 novembre dernier, le Cap Vert a procédé au lancement du 5^{ème} recensement de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des activités forestières. Ce recensement, mobilisant 500 agents pour un montant de 5 M EUR, devrait s'achever fin janvier 2016. Il s'agit d'obtenir des données fiables sur la contribution de l'agriculture à l'économie cap verdienne. De nombreux programmes ont été mis en place ces dernières années, principalement sur financement BAFD, visant à renforcer le suivi statistique du secteur. D'après les dernières estimations, le secteur agricole représente 8% du PIB.

✉ foly.ananou@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Djibouti : rachat des actifs de Total par le groupe français Rubis

Le groupe français Rubis, spécialisé dans le négoce et le stockage de produits pétroliers, vient de remporter l'appel d'offres pour la reprise des actifs et du fonds de commerce de la marque Total à Djibouti. Il y a de cela un an, des désaccords entre les autorités djiboutiennes et le groupe Total avaient conduit au départ forcé de celui-ci, alors premier distributeur de produits pétroliers du pays avec des activités représentant un volume annuel de plus de 100 000 m3. Ce rachat va permettre au groupe Rubis de bénéficier d'un point d'entrée sur le marché éthiopien, dont plus de 80% de l'approvisionnement en produits pétroliers se fait par Djibouti.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Éthiopie: lancement de la production de la centrale hydroélectrique de Gilgel Gibe III

La centrale électrique du barrage de Gilgel Gibe III, d'une capacité de 1 970 MW et dotée d'un réservoir de 14 700 millions de mètres cubes d'eau, a débuté sa production d'électricité. Cette centrale hydroélectrique a été construite sur la rivière Omo en amont du lac Turkana, dans le sud-ouest du pays, pour un coût de 1,8 Md USD (1,6 Md EUR). La moitié de l'énergie ainsi produite sera exportée au Kenya (500 MW, un protocole d'accord a été signé en ce sens entre les deux pays en 2006), au Soudan (200 MW) et à Djibouti (200 MW). Une ligne de transmission haute tension reliant l'Éthiopie au Kenya est actuellement en construction. Les travaux devraient être terminés d'ici à 2018.

✉ magali.pialat@dgtresor.gouv.fr (relai Business France)

▼ Éthiopie: African Mining, contractant de Kefi Minerals pour l'exploitation de la mine d'or Tulu Kapi

Kefi Minerals Plc a choisi *African Mining Services*, filiale à 100% de la compagnie australienne Ausdrill Ltd, pour le marché de construction et d'exploitation de la mine d'or à ciel ouvert Tulu Kapi, située dans l'ouest de l'Éthiopie. *Kefi Minerals* est une compagnie minière aurifère émergente cotée à Londres avec des actifs en Éthiopie et en Arabie Saoudite. Elle espère produire, à partir de 2017, 100 000 onces d'or par an en moyenne sur plus de dix ans à Tulu Kapi, dont les réserves sont estimées à 1 million d'onces. La plus importante mine d'or du pays, détenue par le groupe Midroc, se trouve à Lega Dembi. L'or représente presque la totalité des exportations minières du pays.

✉ magali.pialat@dgtresor.gouv.fr (relai Business France)

▼ Soudan: intérêt accru de la Chine pour la filière pétrolière soudanaise

Le Soudan et la Chine, via sa société pétrolière nationale *China National Petroleum Corporation* (CNPC) travaillant sur l'ensemble de la filière pétrolière, seraient actuellement en discussion pour agrandir la raffinerie de pétrole d'Al Jaili près de Khartoum. Cette dernière, d'une capacité actuelle de 100 000 barils par jour, est détenue à parité par le Soudan et la Chine. CNPC produit actuellement, via des participations dans des consortiums, 78 000 barils de pétrole brut par jour au Soudan, soit 71 % de la production dans ce pays. La Chine profite du fait que les sanctions américaines interdisent de travailler dans le secteur pétrolier soudanais.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie: premières explorations pétrolière et gazière pour la compagnie nationale chargée du développement des hydrocarbures (TPDC)

La *Tanzania Petroleum Development Company* (TPDC) a annoncé la finalisation des procédures pour l'exploration pétrolière et gazière dans le bassin d'Eyasi-Wembere, au nord de la Vallée du Rift. Il s'agira de la première exploration de la compagnie nationale. Créée en 1969, la TPDC avait jusqu'alors délégué ces activités à de grands groupes multinationaux tels que Total ou Statoil. Les recherches actuelles sont notamment motivées par les découvertes réalisées dans les parties kenyane et ougandaise de la Vallée du Rift, mais des doutes subsistent quant à la capacité de la TPDC d'assumer cette activité.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : attribution de nouvelles licences d'exploration pétrole/gaz

Le gouvernement mozambicain vient d'accorder 6 nouvelles licences d'exploration de pétrole et de gaz, assorties d'engagements d'investissements au cours des quatre prochaines années de 700 M USD au minimum. Rosneft et ExxonMobil ont remporté ensemble 3 des 6 blocs sur des gisements en mer dans le bassin d'Angoche et le delta du Zambèze. Un quatrième bloc en mer a été attribué au consortium ENI Mozambico S.p, (ENI, Sasol, Statoil). Par ailleurs, deux licences d'exploration à terre ont été accordées respectivement à Sasol et à la PME britannique Delonex Energy en partenariat avec le groupe indien Indian Oil Corp.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : inflexion des investissements publics

Si le gouvernement sud-africain a investi 650,5 Mds ZAR depuis 2009/10 en matière d'infrastructures (hors dépenses pour les entreprises publiques), le ministre des Finances a rappelé en octobre que le rythme des dépenses est appelé à ralentir et que l'accent sera mis sur le développement des partenariats avec le secteur privé afin de dynamiser la croissance, à l'instar du programme REIPPP *Renewable Energy Independant Power Producers Procurement Program* (REIPPP). Son budget « infrastructures » pour l'année en cours est estimé à 162 Mds ZAR. Dans le secteur nucléaire, le *National Treasury* prévoit une enveloppe de 200 M ZAR afin d'accompagner le travail préparatoire de l'appel d'offres pour le déploiement de 9600 MW de capacités additionnelles.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : Projet de construction d'une centrale thermique de 90 MW dans la région Kayes avec Albatros Energy SA

La société malienne Albatros Energy Mali a signé une convention de concession pour la construction d'une centrale thermique de 90 MW. Ce projet avait été initié il y a six ans. Il reste

à convaincre Energie du Mali de signer le contrat d'achat et de fournitures. Ce contrat de « *take or pay* » permettrait de finaliser le tour de table. Le coût du projet est d'environ 116 M EUR. La BOAD a été choisie comme arrangeur et apporte 30% du financement. Proparco aurait été approché.

✉ nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : le champ pétrolier congolo-angolais de Lianzi entre en production

Dans un communiqué publié le 2 novembre, le groupe pétrolier Chevron (États-Unis) a annoncé l'entrée en production du champ de Lianzi, localisé entre les zones maritimes du Congo et de l'Angola. Situé à une distance de 105 km des côtes, le gisement contient des réserves estimées à 70 millions de barils et sa production attendue est de 40.000 barils de brut par jour. Ce site est le premier opéré par Chevron au Congo. Le groupe américain est le principal détenteur du champ de Lianzi, avec 31%. Notons que Total E&P Congo et la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) détiennent respectivement 26,75% et 10% du gisement.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Industrie

▼ Maurice : le *bunkering*, nouveau pilier de l'économie mauricienne

Un forum régional sur le *bunkering*, organisé par l'*International Bunker Industry Association* (66 pays membres), s'est tenu du 12 au 15 octobre dernier à Maurice. L'activité de *bunkering* (ravitaillement des bateaux en mer) figure parmi les priorités du gouvernement mauricien, qui souhaite faire de cette activité un nouveau pilier de son économie. Maurice entend tirer avantage de sa position géographique pour attirer un plus grand flux de navires pour leur ravitaillement. En parallèle, la filiale de Total à Maurice a procédé à l'inauguration d'une nouvelle barge de ravitaillement susceptible de se déplacer plus loin des côtes pour approvisionner les navires en produits pétroliers.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : inquiétudes des industriels du secteur laitier face à l'afflux de produits importés

Les transformateurs laitiers craignent que les importations de produits laitiers longue conservation n'aient des impacts négatifs sur le marché du lait tanzanien. Tanga Fresh, principal transformateur laitier du pays, a révélé rencontrer des difficultés pour vendre 35 000 litres de lait frais à Dar Es Salaam. L'Etat tanzanien, qui s'est engagé à respecter des tarifs douaniers communs avec ses partenaires de l'EAC et de la SADEC, n'est pas en mesure de limiter ces importations. L'émergence d'une véritable industrie du lait en Tanzanie est freinée par une structure encore inadaptée, l'essentiel du lait étant produit au sein de petites fermes traditionnelles dispersées sur le territoire.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : premier pôle automobile d'Afrique d'ici 2050 ?

A l'occasion d'un symposium organisé par l'*Automobile and Allied Products Group* de la CCI de Lagos (groupement de 150 entreprises), le cabinet PwC a présenté les résultats de son étude sur l'évolution du secteur automobile nigérian. Le parc automobile compte actuellement plus de 14 millions de véhicules dont 75% d'occasion. PwC a déterminé trois scénarios relatifs à

l'application de la nouvelle politique automobile. Si l'importation de véhicules d'occasion est interdite d'ici 20 à 30 ans, le nombre total de voitures en circulation en 2050 sera étroitement lié à la capacité de production et d'assemblage du pays et se situera entre 27,3 M et 69 M. Dans les trois scénarios, la barre des 20 M de voitures sera franchie en 2030.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : recul de l'activité manufacturière.

Pour la deuxième année consécutive, l'activité industrielle ghanéenne a enregistré une diminution (-0,5% en 2014 après -0,4% en 2013) selon l'AGI James Asare Agyei, président de l' *Association of Ghana Industries (AGI)*, principale organisation patronale ghanéenne qui rassemble plus de 1 000 entreprises. Les principales causes de ce recul résident dans le coût du crédit, les problèmes de fourniture d'électricité qui affectent la compétitivité des entreprises et le manque de soutien et de sensibilisation au « made in Ghana ».

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Éthiopie : KFC, 1er acteur de la restauration rapide mondiale à s'installer en Ethiopie

Kentucky Fried Chicken (KFC), filiale de Yum! Brands Inc, se lancera en Ethiopie en 2016, concrétisant ainsi un intérêt de longue date pour ce marché de plus de 90 millions d'habitants. Bruce Layzell, en charge des opérations africaines du restaurateur, vise une implantation de 50 à 100 enseignes à moyen/long terme. KFC, déjà présent dans treize pays d'Afrique, sera le premier acteur de la restauration rapide mondiale à s'installer en Ethiopie.

✉ magali.pialat@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : NERC s'engage en faveur des énergies renouvelables dans l'energy mix nigérian.

La NERC (National Energy Regulation Commission), l'agence en charge de la régulation du secteur électrique, a adopté en fin de semaine dernière un texte cadrant l'achat d'énergie renouvelable générée par des centrales dont les capacités sont comprises entre 1 MW et 30 MW. Ce qui aurait pour effet d'intégrer ces dernières au réseau national de facto. Avec cette nouvelle loi, la NERC espère favoriser les investissements dans les énergies renouvelables, diversifier le mix énergétique et accélérer les efforts pour accroître la production nationale. La NERC estime que 1000 MW d'énergie renouvelable pourraient être produits d'ici 2018 et 2000 MW d'ici 2020. La semaine dernière, le réseau national générerait 4271 MW.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ Nigéria : nouvelle édition du salon « Power Nigeria » à Lagos.

Du 3 au 5 novembre 2015, le salon « Power Nigeria » a accueilli plus de 70 exposants (majoritairement turques, indiens et chinois) spécialisés dans le secteur de l'énergie incluant la génération, la transmission ainsi que les énergies renouvelables. Des conférences ont également eu lieu et ont permis d'aborder deux thèmes majeurs : d'une part, la nécessité d'adapter le réseau de distribution et d'autre part, le besoin de financement des différents acteurs du secteur. A cette occasion, le représentant de la *Niger Delta Power Holding Company* a annoncé que la capacité de génération maximale était actuellement de 7500 MW pour une génération réelle de 4800 MW tandis que la demande se situerait entre 20 000 et 40 000 MW.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la NNPC vendra directement son pétrole brut aux raffineries

Jusqu'à présent, la compagnie pétrolière nationale du Nigéria passait par des contrats de swaps pour obtenir des pétroliers raffinés, lui permettant d'« échanger » des cargaisons de pétrole brut contre de l'essence ou du fuel domestique. Désormais, l'entreprise publique vendra le pétrole brut à des sociétés de raffinage auxquelles elle rachètera directement la production. Ces contrats swaps étaient auparavant accordés à des sociétés intermédiaires, à des conditions jugées défavorables pour l'entreprise publique.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : électricité : arrivée imminente d'une première barge turque

La première des deux barges turques, objet d'un accord d'achat d'électricité pour dix ans entre l'entreprise Karpowership Ghana Company Limited et ECG, a quitté la Turquie et devrait arriver au Ghana d'ici une quinzaine de jours. La barge devrait être en mesure de produire de l'électricité d'ici la fin du mois de novembre. Ce projet faisant suite à la livraison, fin octobre, de 10 unités de production électrique de 25 MW par la société AMERI basée à Dubai, devrait permettre de combler d'ici la fin de l'année, le déficit de production que connaît actuellement le pays.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : Cavalla Resources rachète les actifs de BHP dans le minerai de fer.

La société libérienne Cavalla Resources, appartenant au fonds d'investissement sud-africain Jonah Capital, a racheté les actifs dans le minerai de fer au Libéria du groupe minier australien BHP, qui recentre ses activités vers l'Australie. Les actifs miniers rachetés comprennent les droits d'exploration exclusifs sur quatre zones : Goe Fantro, Kitoma, St John River South et Toto. Des études indiquent que la mine de Goe Fantro pourra être exploitée à partir de 2018 pour un investissement compris entre 160 et 250 M USD, et produire jusqu'à cinq millions de tonnes par an de minerais de fer, à un coût de 22 USD/tonnes.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Comores : lancement des travaux de déploiement de la fibre optique

Le 10 octobre dernier, les travaux pour la construction d'un réseau terrestre de fibre optique ont été officiellement lancés à l'occasion d'une cérémonie présidée par la ministre des Télécommunications. 404 kilomètres de câbles optiques seront ainsi déployés au cours des 18 prochains mois, à travers les trois îles de Grande Comore, Anjouan et Mohéli, grâce à un emprunt de 31 M USD (22,5 M EUR) contracté par le gouvernement comorien auprès d'*Exim Bank of China*. Le réseau fibre optique sera mis en place par la société chinoise Huawei et confié à terme à l'opérateur historique Comores Télécom. Huawei et Comores Télécom prévoient également le développement d'un réseau 4G à moyen terme.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : mise sous tutelle de la banque commerciale Imperial Bank par la Banque centrale**

La Banque centrale kényane (CBK) a annoncé, le 13 octobre dernier, la mise sous tutelle de la banque *Imperial Bank* dont la gestion a été confiée à l'organisme public de garantie des dépôts bancaires, *Kenyan Deposit Insurance Corporation* (KDIC) pour une période de 12 mois. L'ensemble des opérations de la banque ont été suspendues, à l'exception des recouvrements de prêts et autres paiements contractés auprès d'*Imperial Bank*. La CBK a été alertée de l'existence de cas d'irrégularités et de malversations au sein de la banque. Dubai Bank, une autre banque commerciale kényane de petite taille, avait déjà été mise sous tutelle en août dernier.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : nouveau concept de centre médical à Luanda**

Le *Lunda Medical Center* (LMC) résulte d'un investissement de 50 M USD réalisé par le groupe Mitrelli Angola. Ouvert en mars 2015, le centre a déjà créé 200 emplois, dont 75% de locaux et reçoit 800 patients par semaine. Un effort important a été porté sur la formation du personnel angolais pour atteindre un niveau de qualification digne des centres de soins internationaux. Le LMC propose une vingtaine de services spécialisés dont la pédiatrie, l'orthopédie, l'imagerie médicale, la gynécologie, la chirurgie plastique et esthétique. Avant l'ouverture du centre, les Angolais étaient contraints de quitter le pays pour avoir accès à des soins spécialisés de qualité.

✉ dorothee.pye@businessfrance.fr

▼ **Nigéria : une amende record de 5,2 Mds USD pour MTN**

La filiale nigériane de l'opérateur mobile sud-africain MTN s'est vue imposée une amende de 5,2 Mds USD à payer avant le 16 novembre pour ne pas avoir déconnecté ses clients en possession de cartes sim non-enregistrées. Après cette annonce, la capitalisation boursière de MTN a perdu 22% sur la Bourse de Johannesburg. Une enquête a été ouverte en Afrique du Sud après des soupçons de délit d'initiés liés à cette affaire. Malgré cette amende, MTN a décidé de renouveler sa licence mobile au Nigéria pour 5 ans, pour un montant de 94,2 M USD. MTN Nigéria est le plus gros opérateur mobile au Nigéria avec 62,8 millions d'abonnés, suivi de Globalcom (31,3 millions d'abonnés) et d'Airtel Nigéria (29,6 millions d'abonnés).

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la moitié des comptes bancaires pourraient être gelés**

En février 2014, la Banque centrale du Nigéria (CBN) avait demandé aux 52 millions de détenteurs de comptes bancaires de s'inscrire auprès de l'institution afin d'obtenir un numéro de vérification bancaire unique, premier identifiant numérique national. Le processus d'inscription aurait dû se terminer à la fin du mois de juin 2015. Devant le faible nombre d'inscrits, la CBN avait décalé la date limite d'inscription au 31 octobre 2015. La campagne d'inscription ayant connu de nombreux problèmes logistiques, plus de 50% des détenteurs de comptes bancaires ne seraient toujours pas inscrits, soit 26 millions de comptes qui pourraient alors être gelés par la CBN.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : signature d'un contrat de 14 M EUR entre Bouygues et la Société nationale d'électricité(Somelec)**

Bouygues Energie Services et la Somelec ont signé le 28 octobre à Nouakchott un contrat d'un montant de 14 M EUR pour la construction d'infrastructures d'amélioration de la gestion des réseaux mauritaniens d'électricité. Le financement est assuré par le Fonds arabe de développement économique et social (Fades). Le contrat s'inscrit dans une stratégie mauritanienne de rationalisation et de développement de l'offre d'électricité.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : lancement d'un club VIE Côte d'Ivoire**

Le 3 novembre dernier, Business France a annoncé la création prochaine en Côte d'Ivoire d'un club VIE pour lequel la future responsable a déjà été sélectionnée. Celle-ci sera chargée de l'animation de la communauté d'anciens VIE par l'organisation périodique d'événements (repas, soirées networking, conférences, etc.), la communication périodique d'informations à valeur ajoutée auprès des membres du réseau et la publication d'informations sur le groupe qui lui a été confié au sein du site www.clubvie.fr. Le club VIE sera également très impliqué dans l'organisation du prochain Grand Prix VIE d'avril 2016. La Côte d'Ivoire compte 70 VIE à ce jour.

✉ sophie.clavelier@businessfrance.fr

▼ **Mali : Oberthur va fournir des passeports sécurisés**

La proposition de la société française d'Oberthur Technologies pour la production de passeports sécurisés a été validée en conseil des ministres. Le contrat est une concession de 10 ans. Le montant total du contrat est estimé à 60 MEUR. Ce projet vient en substitution d'un système canadien dont les performances n'ont pas donné satisfaction. La pénurie de passeports avait plusieurs fois été dénoncée. Les premiers passeports doivent être produits avant la fin de cette année. Un accent sera mis sur la lutte contre la contrefaçon et le détournement de fichiers.

✉ nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Kenya : stratégie d'expansion en Afrique pour la société d'investissement Centum

Centum, la première société d'investissement privée kényane cotée sur *Nairobi Securities Exchange* (NSE), a annoncé l'expansion de ses opérations en Afrique de l'est (Tanzanie, Ouganda) et de l'ouest (Nigeria, Ghana). Cette stratégie de croissance passera par des prises de participation majoritaires dans des sociétés à fort potentiel. Au cours des cinq dernières années, Centum a déjà mené cette stratégie sur le marché kényan, dans les secteurs de la construction résidentielle et commerciale, des services financiers, des biens de consommation et de l'énergie. Centum a enregistré un résultat brut d'exploitation (RBE) de 76,7 M EUR en 2014/15 et a pour objectif de passer de 1 Md EUR d'actifs en gestion en 2014 à 6 Mds EUR en 2019.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : hausse du profit net de KenGen, à 11,5 Mds KES.

KenGen, la compagnie publique de production d'électricité a annoncé un profit net de 11,5 Mds KES sur la période juin 2014 - juin 2015 (103,5 M EUR), contre 2,8 Mds KES l'année précédente (23,7 M EUR). Selon la direction de KenGen, la hausse des profits est liée à l'augmentation des capacités, l'amélioration des performances et à l'octroi d'un crédit d'impôt concernant les amortissements des immobilisations relatives à la mise en exploitation de nouvelles capacités géothermiques. KenGen estime également que la forte production d'électricité géothermique a permis de substituer en partie la production thermique au diesel, très coûteuse, et la production hydroélectrique, sensible aux conditions météorologiques.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : Ouvrages d'art : premiers contrats de l'ETI Matière et du Groupe Eiffage

Le président de la République de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina, a inauguré le 22 octobre, en présence de SEVéronique Vouland-Aneini, Ambassadeur de France, les travaux de réhabilitation du pont de la Betsiboka (MATIERE), et a procédé à la pose de la première pierre du pont de la Kamoro (EIFFAGE). Situés sur la RN4 qui relie les villes d'Antananarivo et Mahajanga, la réhabilitation de ces deux ouvrages a été financée par la Banque mondiale dans le cadre du programme d'urgence pour la préservation des infrastructures et la réduction de la vulnérabilité/PUPIRV. D'autres appels d'offres devraient être lancés d'ici la fin de l'année pour la reconstruction de six ponts sur la RN4.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria: les réalisations de Total dans le projet Egina

Total Nigeria E&P a déclaré qu'au cours des derniers mois, de nombreux jalons ont déjà été accomplis pour la réalisation de l'aménagement Egina pour 2017 : l'acquisition des éléments tubulaires de forage, les tuyaux de canalisation d'exportation de gaz et d'injection d'eau, les premières têtes de puits définis, la découpe de l'acier dans le pays et les collecteurs sous-marins. Récemment, s'est tenue la cérémonie d'inauguration de la construction FPSO. Les modules intégrés au Nigeria seront intégrés sur le FPSO en 2017. Egina est un projet majeur pour le groupe au Nigeria et un partenariat solide avec le gouvernement nigérian, d'autres compagnies internationales et les entrepreneurs locaux.

✉ dritchard@france-nigeria.fr

▼ **Nigéria : la compagnie pétrolière Oando accuse une perte de 1,1 Md USD.**

La compagnie pétrolière nigériane Oando qui a attendu un an avant de rendre publics ses résultats financiers pour l'année 2014, a enregistré une perte de 1,1 Md USD en 2014 et sur les six premiers mois de 2015. L'entreprise paye le prix de sa stratégie de croissance ambitieuse visant à passer de l'activité de distribution et vente de produits pétroliers à celle d'exploration et de production pétrolières ; à cette fin, elle a notamment acquis les activités *upstream* du groupe ConocoPhillips au Nigéria pour un montant de 1,5 Md USD, à l'automne 2014, juste avant la chute mondiale du prix du baril de plus de 100 USD à 40 USD.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : affluence d'investissements Cimentiers**

Le groupe marocain Ciments d'Afrique (Cimaf) a inauguré le 27 octobre une nouvelle usine de production de ciment, en présence du Premier ministre. Il y a quelques mois, le groupe nigérian Dangote avait également inauguré une nouvelle cimenterie, et il est prévu que le groupe turc Medcem mette lui aussi en service une unité de production. Ces nouveaux venus viennent concurrencer la Cimenterie du Cameroun (Cimencam), filiale de Lafarge-Holcim, longtemps restée le seul producteur local. Ces trois cimentiers prévoient d'augmenter leurs productions à court terme. Le ministère du Commerce a évalué la demande de ciment en 2014, comme comprise entre 2,5 et 3 millions de tonnes, et elle devrait progresser fortement en 2016 et au-delà.

✉ daniel.lanes@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Calendrier 2016 du Club entreprises Bordeaux-Afrique (CBSOA)

Le CBSOA prévoit quatre missions pour 2016 : en Afrique de l'est (31 janvier – 5 février) organisée par CCI international Aquitaine, au Ghana (février), en Mauritanie et au Sénégal (avril) et la dernière au Mozambique (première quinzaine d'août). Le club organise par ailleurs une participation au salon de Africallia (Forum ouest africain de développement des entreprises) du 24 au 16 février, et à la Foire internationale de Madagascar du 19 au 22 mai. Des réunions et petit-déjeuner sont également mis en place : une réunion en mi-janvier abordera la problématique des flux financiers entre l'Afrique et la France, et un petit-déjeuner en mars se penchera sur les opportunités d'affaires et le cadre juridique en Ethiopie.

✉ cbsoa@bordeaux.cci.fr

▼ Visites officielles de trois ministres africains en France

Le vice-ministre namibien du Tourisme, Tommy Nambahu, se rendra en France du 4 au 10 novembre, suivi par le ministre de la Culture et du tourisme mozambicain, Silva Armando Dunduro qui y restera une semaine, du 12 au 18. Le président de la Zambie, Edgar Lungu, devrait également effectuer un déplacement en France en février 2016.

✉ solange.harpham@diplomatie.gouv.fr

▼ Soudan : 17ème conférence et exposition sur le négoce et le financement du pétrole, du gaz et des mines en Afrique organisée à Khartoum

La 17ème Conférence et Exposition sur le négoce et le financement du pétrole, du gaz et des mines en Afrique (17ème OILGASMINE), organisée par la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement (CNUCED), se tiendra à Khartoum (Soudan) du 23 au 26 novembre prochain.

Pour plus d'informations voir :

http://unctad.org/meetings/en/SessionalDocuments/suc_OilGasMine2015_notif_fr.pdf

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : événement « COP 21 » à Johannesburg du 17 au 19 novembre 2015

Business France organisera à Johannesburg du 17 au 19 novembre une conférence sur « Villes et bâtiments durables » qui a reçu le label COP 21. Cette conférence a notamment le soutien officiel de la mairie de Johannesburg. Son objectif principal est de montrer les solutions françaises aux problèmes actuels des villes dans le monde. Trois panels de discussion se succéderont : planification urbaine, architecture et mobilité ; efficacité énergétique dans les bâtiments ; comment rendre des bâtiments efficaces économiquement ? Une centaine de participants sud-africains sont attendus pour écouter la dizaine de représentants d'entreprises françaises.

✉ thomas.curelli@businessfrance.fr

▼ **Congo : cérémonie de remise de certificats HEC de participation au programme "LIBOSSO"**

Vendredi 30 octobre 2015, au Palais des Congrès de Brazzaville, s'est déroulée la cérémonie de remise des certificats HEC de participation au programme "Libosso". Dans le cadre de ce programme de formation, signé le 20 juillet 2013, entre le ministère des Finances, du plan, du portefeuille public et de l'intégration et HEC Paris, de nombreux haut dirigeants et cadres managers de l'administration congolaise ont déjà pu bénéficier de formations en management dispensées par la prestigieuse école de commerce française.

✉ berenger@hec-crc.fr

▼ **Congo : Réunion du cercle des cellules de renseignements financiers (CRF) francophones**

Du 3 au 5 novembre s'est déroulée, à Brazzaville, la réunion du cercle des cellules de renseignements financiers (CRF) francophones. Ce rassemblement de type informel organisé par l'Agence nationale d'investigation financière (ANIF Congo), sous la forme de forum d'échange, de partage d'expérience et de bonnes pratiques, avait pour thème "la lutte contre le financement du terrorisme", considérée comme une menace contre la paix et la sécurité internationale. Outre les CRF, d'autres acteurs comme le programme des Nations Unies pour le contrôle de la drogue et la prévention des crimes, étaient présents. Côté français, sont intervenus des représentants de Tracfin et de la BCI (filiale congolaise de Natixis/BPCE).

✉ jerome.beaumont@finances.gouv.fr

▼ **21 chefs d'Etat et de gouvernement africains prévus à l'ouverture de la COP21 le 30 novembre à Paris**

	Pays	Présence confirmée
Présidents	AFRIQUE DU SUD	Président Jacob Zuma
	BENIN	Président Boni Yayi
	CAMEROUN	Président Paul Biya
	COMORES	Président Ikililou Dhoinine
	CÔTE D'IVOIRE	Président Alassane Ouattara
	DJIBOUTI	Président Ismaïl Omar Guelleh
	GABON	Président Ali Bongo Ondimba
	GHANA	Président John Dramani Mahama
	GUINEE ÉQUATORIALE	Président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo
	KENYA	Président Uhuru Kenyatta
	OUGANDA	Président Yoweri Museveni
	MADAGASCAR	Président Hery Rajaonarimampianina
	MAURICE	Présidente Ameenah Gurib-Fakim
	NIGER	Président Mahamadou Issoufou
	NIGERIA	Président Muhammadu Buhari
	SÉNÉGAL	Président Macky Sall
ZIMBABWE	Président Robert Mugabe	
PM	BOTSWANA	Vice-président Ponatshego Kedikilwe
	ÉTHIOPIE	Premier ministre Hailemariam Desalegn
	SAO TOME-ET-PRINCIPE	Premier ministre Patrice Trovoada
	SWAZILAND	Premier ministre Barnabas Sibusiso Dlamini

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :



C'M/S/ Bureau Francis Lefebvre

